



MIREILLE DELMAS-MARTY

**DROIT PÉNAL
DES AFFAIRES**

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

THÉMIS

COLLECTION DIRIGÉE PAR MAURICE DUVERGER
DROIT

MIREILLE DELMAS-MARTY

*Maître de conférences agrégé
à l'Université de Lille II*

*Depuis le début de siècle passé, les affaires
civiles sont devenues l'expression de droit commercial essentiel au
profit de la fonction pénale et qu'on ne peut pas en parler en termes
de droit pénal et de droit pénal.*

*Pour ce qui concerne les
deux autres, la justice
de droit pénal, d'un côté
de 1950.*

*Il faut dire que la répression
de la justice de droit pénal
de 1950.*

*On continuait à parler de
droit pénal économique
de la justice, des activités pro-
longes devant aller en s'accroissant
de la justice, multiplier un côté
de la justice, l'importance
de la justice, l'importance
de la justice, l'importance*

Droit pénal des affaires

Préface de Robert Vouin

01292 (15)

DR 212

7474

5/5



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE de Robert VOUIN	5
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

LES INFRACTIONS

Titre Premier

L'accès des affaires

CHAPITRE PREMIER. — Réglementation générale	27
Section I. — Interdictions : le fonctionnaire public.....	28
§ 1. Délit du fonctionnaire en exercice.....	28
A) Les conditions préalables.....	29
B) Les éléments constitutifs.....	30
§ 2. Délit de l'ancien fonctionnaire.....	32
A) Les conditions préalables.....	32
B) Les éléments constitutifs.....	33
§ 3. Dispositions communes	34
Section II. — Obligations : le Registre du Commerce.....	35
§ 1. L'existence des déclarations.....	36
A) La non-déclaration au Registre du Commerce.....	36
B) La non-déclaration dans les annexes du Registre du Commerce	37
§ 2. La publicité des déclarations.....	38
§ 3. L'exactitude des déclarations.....	38
A) L'inexactitude commise de bonne foi.....	39
B) L'inexactitude commise de mauvaise foi.....	39
CHAPITRE II. — Réglementations particulières	41
Section I. — L'accès à certaines professions.....	41
§ 1. Professions « financières ».....	42
A) Assainissement des professions bancaires et boursières...	43
B) Banque	44
C) Bourse	50

TABLE DES MATIÈRES

575

§ 2. Professions immobilières	55
A) Agences immobilières	56
B) Promotion immobilière	59
Section II. — La création d'établissements commerciaux.....	62
§ 1. L'autorisation	63
A) Exigence générale d'une autorisation.....	63
B) Exigence spéciale d'une autorisation.....	65
§ 2. La déclaration préalable.....	69
A) Les établissements dangereux, insalubres et incommodes..	69
B) Les débits de boissons.....	69
C) Les organismes d'enseignement privé à distance.....	70
D) Les entreprises de spectacles.....	70
§ 3. Les diplômes	70
§ 4. Les interdictions	71
A) Interdictions permanentes	71
B) Interdictions temporaires (les marchés d'intérêt national)..	72
Section III. — La constitution des sociétés.....	74
§ 1. Les sociétés commerciales.....	76
A) La régularité	77
B) La publicité	86
C) La loyauté	96
§ 2. Les sociétés civiles	105
A) Les sociétés immobilières de construction.....	106
B) Les sociétés immobilières faisant publiquement appel à l'épargne.....	107
Titre II	
La vie des affaires	
CHAPITRE PREMIER. — Mensonge et révélation de secrets.....	117
Section I. — Le mensonge.....	117
§ 1. Le faux en écritures.....	118
A) La fabrication du faux en écriture privée, de commerce ou de banque	118
B) L'usage de faux	123
C) Les faux spéciaux	124
§ 2. Les délits de chèque	129
A) Les délits du tireur.....	130
B) Les délits du porteur.....	137
C) Les délits du tiré	138
§ 3. La publicité mensongère	144
A) L'existence d'une publicité.....	145
B) Les allégations précises.....	146
C) L'élément matériel	147
D) L'élément moral	148

§ 4. L'escroquerie	155
A) Les moyens frauduleux	156
B) La remise de la chose.....	163
C) L'intention coupable.....	166
§ 5. La contrefaçon	173
A) Brevets d'invention	173
B) Dessins et modèles	175
C) Marques de fabrique et de service.....	177
Section II. — La révélation de secrets.....	181
§ 1. Les secrets de fabrique	181
A) L'acte de communication	182
B) L'objet : le secret de fabrique.....	183
C) L'auteur de l'acte de communication.....	184
D) L'intention	184
§ 2. Le secret professionnel.....	186
A) Les cas spécialement prévus par le législateur.....	187
B) Les cas visés par la formule générale de l'article 378 C.P.	189
CHAPITRE II. — Détournement.....	195
Section I. — Les contrats	195
§ 1. L'abus de confiance	196
A) Les conditions préalables	196
B) Les éléments constitutifs	202
§ 2. Les incriminations particulières.....	211
A) Les incriminations relatives au gage.....	212
B) Les incriminations relatives au prêt d'argent (et conventions assimilées).....	216
C) Les incriminations relatives à la vente.....	232
D) Les incriminations relatives aux contrats des intermédiaires.....	268
E) Les incriminations relatives au contrat de travail.....	278
Section II. — Les sociétés	297
§ 1. Les sociétés commerciales.....	297
A) La gestion	297
B) La comptabilité	322
§ 2. Les sociétés civiles	349
A) Les sociétés immobilières de construction.....	349
B) Les sociétés immobilières faisant publiquement appel à l'épargne.....	354
CHAPITRE III. — Spéculation illicite.....	363
Section I. — Le marché des prix.....	364
§ 1. La condition préalable : l'objet de l'infraction.....	364
§ 2. L'élément matériel	365
A) Les moyens	365
B) Le résultat.....	365

§ 3. L'élément moral	366
Section II. — Le marché des affaires.....	367
§ 1. Le principe de la distinction entre actions licites et illicites... ..	368
A) L'action illicite	368
B) L'action licite	369
§ 2. La mise en œuvre de la distinction.....	370
Section III. — Le marché de la bourse.....	371
§ 1. L'utilisation abusive d'informations privilégiées.....	372
A) Les personnes visées	372
B) L'élément matériel	373
C) L'élément moral	374
§ 2. La diffusion d'informations fausses ou trompeuses.....	374
A) L'élément matériel	375
B) L'élément moral	375
Titre III	
L'échec des affaires	
CHAPITRE PREMIER. — Dissolution des sociétés	383
Section I. — Avant la dissolution	383
Section II. — Après la dissolution : la liquidation	384
§ 1. La nomination du liquidateur.....	385
A) Le choix de la personne.....	385
B) La publicité de la nomination.....	385
§ 2. Les pouvoirs du liquidateur.....	386
A) L'organisation des pouvoirs du liquidateur	386
B) La protection des associés contre les soustractions d'actif..	388
CHAPITRE II. — Faillites	390
Section I. — L'échec imminent : suspension provisoire des poursuites	390
§ 1. L'exactitude des indications contenues dans la requête.....	391
§ 2. Le respect des dispositions contenues dans le plan d'apurement	392
A) Le débiteur	392
B) Les curateurs ou commissaires à l'exécution du plan d'apurement	392
C) Les autres personnes	393
Section II. — L'échec consommé : règlement judiciaire ou liquidation des biens	393
§ 1. Conditions préalables	394
A) L'état de cessation des paiements.....	394
B) La qualité de commerçant.....	395
§ 2. Éléments constitutifs des délits.....	396
A) Les délits de banqueroute.....	396
B) Les délits connexes	402

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉPRESSION

Titre Premier

Responsabilité

CHAPITRE PREMIER. — Culpabilité	419
Section I. — Culpabilité du fait personnel.....	419
§ 1. L'auteur principal	419
§ 2. Le complice	422
A) Cas de complicité en droit commun.....	423
B) Cas de complicité en droit pénal des affaires.....	424
Section II. — Culpabilité du fait d'autrui.....	427
§ 1. Responsabilité civile pour l'infraction d'autrui	428
§ 2. Responsabilité pénale du fait d'autrui.....	430
A) Le domaine	430
B) Le fondement	432
C) Les limites	433
CHAPITRE II. — Imputabilité (les personnes morales).....	438
Section I. — La doctrine	438
Section II. — Les textes	439
§ 1. Textes impliquant la responsabilité pénale des personnes morales	440
§ 2. Textes suggérant la responsabilité pénale des personnes morales	442
Section III. — La jurisprudence.....	443
CHAPITRE III. — Immunités	453
Section I. — Immunité familiale.....	453
§ 1. Application quant aux personnes.....	454
A) Relations familiales avec la victime.....	454
B) Culpabilité de l'agent.....	455
§ 2. Application quant aux infractions.....	455
Section II. — Immunité parlementaire.....	456
§ 1. L'immunité de fond.....	457
§ 2. L'immunité de forme	457
§ 3. Les incompatibilités	457
A) Les cas d'incompatibilité.....	458
B) La mise en œuvre des incompatibilités.....	459

Titre II

Les sanctions

CHAPITRE PREMIER. — Sanctions personnelles	463
Section I. — Peines principales.....	463
§ 1. Peines criminelles	464
§ 2. Peines correctionnelles	464
A) Emprisonnement au maximum de cinq ans.....	464
B) Emprisonnement de maximum inférieur à cinq ans.....	466
C) Amendes correctionnelles (sans emprisonnement).....	468
§ 3. Peines de police	469
Section II. — Interdictions professionnelles.....	470
§ 1. Domaine d'application.....	471
A) Interdiction d'exercer une profession industrielle ou commerciale.....	471
B) Interdiction de diriger ou de contrôler les affaires d'une société	476
§ 2. Nature juridique	489
A) Peines	490
B) Mesures de sûreté	491
CHAPITRE II. — Sanctions réelles	496
Section I. — Les confiscations spéciales.....	496
§ 1. La confiscation, simple peine.....	497
§ 2. La confiscation, mesure de sûreté.....	499
§ 3. La confiscation, mesure de réparation.....	501
Section II. — La fermeture d'établissement.....	503
§ 1. Les cas de fermeture.....	503
A) La fermeture, sanction d'une infraction pénale.....	503
B) La fermeture, sanction du non-respect d'une interdiction professionnelle	505
C) La fermeture, sanction d'une infraction pénale et fondement d'une autre	506
§ 2. La nature juridique de la fermeture.....	507
Titre III	
Procédure	
CHAPITRE PREMIER. — Action publique.....	511
Section I. — Recherche et constatation des infractions.....	511
§ 1. Les agents verbalisateurs.....	512
§ 2. Les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre.....	513

